



Programme «Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs» (CERV)

Appel à propositions

Jumelage de villes
(CERV-2025-CITIZENS-TOWN-TT)

Version 1.0
19 février 2025



HISTORIQUE DES MODIFICATIONS			
Version	Date de publication	Modifications	Page
1.0	19/02/2025	▪ Version initiale.	
		▪	
		▪	
		▪	



AGENCE EXÉCUTIVE EUROPÉENNE POUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE (EACEA)

EACEA.B - Créativité, citoyenneté, valeurs de l'UE et opérations conjointes
EACEA.B.3 - Les citoyens et les valeurs de l'UE

APPEL À PROPOSITIONS

TABLE DES MATIÈRES

0.	Introduction	5
1.	Contexte.....	6
2.	Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu	7
	Objectifs	7
	Thèmes et priorités (champ d'application)	7
	Activités pouvant être financées (champ d'application)	8
	Impact attendu	9
3.	Budget disponible	10
4.	Calendrier et échéances	10
5.	Recevabilité et documents	10
6.	Éligibilité	11
	Participants éligibles (pays éligibles).....	11
	Cas particuliers	12
	Composition du consortium	13
	Activités éligibles.....	13
	Situation géographique (pays cibles)	14
	Durée de l'accord	14
	Budget du projet (montant maximal de la subvention).....	14
	Éthique et valeurs de l'UE.....	14
7.	Capacité financière et opérationnelle et exclusion	15
	Capacité financière.....	15
	Capacité opérationnelle.....	16
	Exclusion.....	16
8.	Procédure d'évaluation et d'attribution.....	17
9.	Critères d'attribution	18
10.	Montage juridique et financier des conventions de subvention.....	19
	Date de début et durée du projet	19
	Étapes et résultats attendus.....	19
	Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention.....	20
	Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts	21
	Modalités de déclaration et de paiement.....	21
	Garanties de préfinancement.....	21
	Certificats	22
	Régime de responsabilité pour les recouvrements	22
	Autres spécificités	22
	Non-conformité et rupture de contrat.....	22

11.	Comment soumettre une demande	23
	Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les propositions.....	24
12.	Aide	24
	Contact.....	24
13.	Important	25

0. Introduction

Il s'agit d'un appel à propositions pour des **subventions d'action** de l'UE, dans le domaine de l'engagement et de la participation des citoyens et dans le cadre du **programme « Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs » (CERV)**. Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans :

- Le règlement 2024/2509 ([règlement financier de l'UE](#))⁽¹⁾
- L'acte de base (règlement CERV [2021/692](#))⁽²⁾

L'appel est lancé conformément au programme de travail 2023-2025³ et sera géré par l'**Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA)**.

L'appel couvre le **sujet** suivant :

- **CERV-2025-CITIZENS-TOWN-TT - Jumelage de villes**

Chaque projet soumis dans le cadre de l'appel ne doit porter que sur un seul de ces thèmes. Les candidats qui souhaitent présenter une demande pour plus d'un thème doivent soumettre une proposition distincte pour chaque thème.

Nous vous invitons à lire attentivement **la documentation relative à l'appel**, et en particulier le présent document d'appel, le modèle de convention de subvention, le [manuel en ligne du portail des financements et des appels d'offres de l'UE](#) et l'[EU Grants AGA - Annotated Grant Agreement \(convention de subvention annotée\)](#).

Ces documents apportent des précisions et des réponses aux questions que vous pouvez vous poser lors de la préparation de votre demande :

- le document d'appel à propositions décrit :
 - le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et résultats escomptés (sections 1 et 2)
 - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
 - les conditions de recevabilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
 - les critères de capacité financière et opérationnelle et d'exclusion (section 7)
 - la procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
 - les critères d'attribution (section 9)
 - le montage juridique et financier des conventions de subvention (section 10)
 - comment introduire une demande (section 11)
- le manuel en ligne décrit :

¹ Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (refonte) (JO L, 2024/2509, 26.9.2024).

² Règlement (UE) 2021/692 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant le programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" (JO L 156 du 5.5.2021).

³ Décision d'exécution de la Commission relative au financement du programme CERV et à l'adoption du programme de travail pour 2023-2025, modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2022) 8588 final.

- les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail Funding &Tenders.
- les recommandations pour la préparation de la demande
- la convention de subvention annotée de l'AGA contient :
 - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier de paiement, les obligations accessoires, etc.*)

Nous vous encourageons également à consulter [le site web des résultats des projets du programme "L'Europe pour les citoyens"](#), la [page web des résultats du programme REC](#) et la [boîte à outils Daphné](#) pour consulter la liste des projets financés précédemment.

1. Contexte

Le programme "Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs" finance l'engagement des citoyens, l'égalité pour tou.te.s et la mise en œuvre des droits et des valeurs de l'UE. Ce programme regroupe les anciens programmes "Droits, égalité et citoyenneté" et "L'Europe pour les citoyens"⁴.

Le programme favorise les échanges entre des personnes de pays, de cultures, de sexes et de milieux socio-économiques différents, renforce la compréhension mutuelle et la tolérance et leur donne l'occasion d'élargir leurs perspectives et de développer un sentiment d'appartenance et d'identité européenne par le biais de projets de "jumelage de villes et de réseaux de villes".

En particulier, les projets de jumelage de villes visent à promouvoir les échanges entre des personnes de différents pays afin de renforcer la compréhension mutuelle et la tolérance et de leur donner la possibilité d'élargir leur perspective et de développer un sentiment d'appartenance et d'identité européenne. Tout en conservant une approche ascendante, l'appel à propositions Jumelages de villes offre la possibilité de se concentrer sur les priorités de l'UE couvertes par d'autres volets du programme. Cela signifie, par exemple, améliorer les connaissances locales sur la Charte des droits fondamentaux de l'UE, y compris les droits de l'enfant, les droits découlant de la citoyenneté de l'UE, ou renforcer les connaissances et partager les meilleures pratiques sur les avantages de la diversité et de l'égalité des sexes, et encourager l'engagement des citoyens, y compris les enfants, dans la vie démocratique. Enfin, le [prix des Capitales européennes de l'inclusion et de la diversité](#)⁵ reconnaîtra le rôle que jouent les villes et les autorités locales dans la promotion de la diversité et de l'inclusion.

Cet appel à propositions vise à soutenir les initiatives politiques suivantes : Le plan d'action européen pour la démocratie, le plan d'action de l'UE contre le racisme (2020-2025), le cadre stratégique de l'UE pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms (2020-2030), la promotion de la diversité et de l'inclusion (chartes de la diversité), la stratégie visant à renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux dans l'UE, le rapport sur la citoyenneté de l'UE 2020, la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la stratégie pour l'égalité des personnes LGBTIQ (2020-2025), la stratégie pour droits des personnes handicapées (2021-2030), la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant, le lot sur la citoyenneté de l'UE, la recommandation sur les élections inclusives et résilientes, dans le cadre du "lot sur la défense de la démocratie".

⁴ Règlement (UE) n° 1381/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant un programme pour les droits, l'égalité et la citoyenneté pour la période 2014-2020 (JO L 354 du 28.12.2013, p. 62). Règlement (UE) n° 390/2014 du Conseil du 14 avril 2014 établissant le programme "L'Europe pour les citoyens" pour la période 2014-2020 (JO L 115 du 17.4.2014, p.3).

⁽⁵⁾ [Prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité \(europa.eu\)](#)

2. Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu

Objectifs

Cet appel vise à soutenir des projets qui rassemblent un large éventail de personnes issues de villes jumelées, de milieux socio-économiques, de sexes et de pays différents. En mobilisant des membres du public au niveau local et européen pour débattre de questions spécifiques l'ordre du jour politique européen, cet appel vise à promouvoir la compréhension mutuelle, l'inclusion et la diversité culturelle et à développer des opportunités d'engagement civique au niveau de l'UE.

Plus précisément :

- promouvoir les échanges entre citoyens de différents pays ;
- donner aux citoyens une expérience concrète de la richesse et de la diversité du patrimoine commun de l'Union et leur faire prendre conscience qu'elles constituent le fondement d'un avenir commun ;
- garantir des relations pacifiques entre les Européens et assurer leur participation active au niveau local ;
- renforcer la compréhension mutuelle et l'amitié entre les citoyens européens ;
- encourager la coopération entre les municipalités et l'échange de bonnes pratiques ;
- soutenir la bonne gouvernance locale et
- renforcer le rôle des collectivités locales et régionales dans le processus d'intégration européenne.

Les projets de jumelage de villes doivent réfléchir à un nouveau récit pour l'Europe, être orientés vers les citoyens, promouvoir l'égalité, être exempts de violence, être tournés vers l'avenir, être constructifs et plus engageants pour les enfants et pour la jeune génération en particulier. Les projets peuvent s'appuyer sur les résultats des consultations citoyennes et conduire à des débats sur les moyens concrets de créer une Union plus démocratique, de permettre aux citoyens de se réengager l'UE et de développer un sentiment plus fort d'appropriation du projet européen.

Thèmes et priorités (champ d'application)

Le programme CERV contribue à promouvoir le dialogue interculturel en réunissant des personnes de nationalités et de langues différentes et en leur donnant la possibilité de participer à des activités communes. Dans ce contexte, les projets de jumelage de villes sensibiliseront à la richesse de l'environnement culturel et linguistique de l'Europe et favoriseront la compréhension et le respect mutuels, contribuant ainsi au développement d'une identité européenne respectueuse, dynamique et multiforme et au respect des valeurs communes, de la démocratie et des droits fondamentaux.

En vue de cet objectif global, les projets peuvent porter sur les thèmes suivants (la liste n'est pas exhaustive) :

- La solidarité entre des citoyens de l'UE d'une génération à l'autre, la solidarité transfrontalière entre les États membres et la solidarité par le biais d'actions de soutien à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. La solidarité est une valeur partagée qui crée la cohésion et répond aux défis sociétaux. Les projets de jumelage de villes aideront à surmonter les préjugés des perceptions nationales en favorisant la compréhension mutuelle et en créant des forums où des solutions communes peuvent être discutées de manière constructive. Leur objectif doit être de sensibiliser à l'importance de renforcer le processus d'intégration européenne basé sur la solidarité et les valeurs de l'UE ;

- Les projets de jumelage de villes donneront aux citoyens la possibilité d'exprimer le type d'Europe qu'ils souhaitent. Les débats soutenus dans le cadre de l'appel à jumelage de villes doivent se fonder sur les réalisations spécifiques de l'UE et sur les leçons tirées de l'histoire et de l'intégration européenne. Ils doivent également refléter les tendances actuelles et permettre aux participants de remettre en question l'euroscepticisme et de suggérer des actions possibles que l'UE pourrait entreprendre pour favoriser le sentiment d'appartenance à l'Europe, mieux faire comprendre les avantages de l'UE et renforcer la cohésion sociale et politique de l'UE.
- Les projets peuvent porter sur la promotion d'une participation large et inclusive aux processus démocratiques et à la prise de décision, y compris des enfants dans les questions qui les concernent et la promotion de leurs droits.
- Les projets peuvent porter sur la sensibilisation et la connaissance des droits de citoyenneté de l'UE, de la libre circulation des personnes et des valeurs européennes communes associées, ainsi que des normes démocratiques communes, en les rendant plus tangibles pour les citoyens de l'UE. Les projets peuvent porter sur la promotion des droits fondamentaux inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne aux niveaux national, régional et local lorsque la législation de l'UE est appliquée par les autorités nationales, notamment par la sensibilisation et le partage des meilleures pratiques, en particulier dans les domaines qui les concernent et pour la promotion de leurs droits.
- Les projets peuvent également concerner des activités de prévention et de sensibilisation menées par les villes et les autorités locales dans le domaine de la violence domestique, ainsi que toute forme de violence à l'égard des enfants, y compris les brimades et le cyberharcèlement.
- Les projets peuvent également explorer des méthodes visant à améliorer la participation démocratique des citoyens par le biais d'activités culturelles, y compris en s'inspirant de l'initiative New European Bauhaus ou en s'y rattachant. Les projets visant à bénéficier non seulement aux participants directs mais aussi aux citoyens des villes participantes sont particulièrement encouragés, car ils peuvent contribuer à multiplier l'expérience pratique de la richesse et de la diversité du patrimoine commun de l'Union. Les projets doivent proposer des actions et des approches innovantes, se concentrer sur les besoins et les défis rencontrés par les groupes cibles dans les municipalités jumelées, en tenant compte de la dimension de genre.

Activités pouvant être financées (champ d'application)

Les activités liées au jumelage de villes peuvent inclure, entre autres :

- Des ateliers,
- Des séminaires,
- Des conférences,
- Des activités de formation,
- Des réunions d'experts,
- Des webinaires,
- Des activités de sensibilisation,
- Des manifestations culturelles, des festivals, des expositions,
- La collecte et la consultation de données (ventilées par âge et par sexe),
- Le développement, l'échange et la diffusion de bonnes pratiques entre les autorités publiques et les organisations de la société civile,
- Le développement d'outils de communication et l'utilisation des médias sociaux.

La perspective de l'égalité des sexes doit être prise en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des activités du projet, afin de s'assurer qu'elles sont accessibles aux femmes et aux hommes sur pied d'égalité, et que les femmes et les hommes sont en mesure de participer aux activités.

La conception et la mise en œuvre des projets doivent promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination dans le champ d'application des activités. Par exemple, les candidats doivent effectuer et inclure dans leur proposition une [analyse de genre](#) des sujets abordés par les activités du projet. Cette analyse peut aider à contextualiser les expériences et les besoins des européens de sexe différent. Elle peut également mettre en évidence les différents impacts que le projet et ses activités pourraient avoir sur les femmes et les hommes, ainsi que sur les filles et les garçons dans toute leur diversité. À cette fin, les candidats sont encouragés à consulter les questions clés énumérées sur le "[site web de l'EIGE](#)" lorsqu'ils effectuent leur analyse de genre. Cette analyse pourrait permettre d'éviter tout effet négatif involontaire de l'intervention sur l'un ou l'autre sexe (approche "do no harm") ¹¹.

Les candidats doivent concevoir et mettre en œuvre leurs activités de communication et de diffusion tenant compte de la dimension de genre. Cela inclut, en particulier, l'utilisation d'un langage sensible au genre. Il en va de même pour la conception et la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation. Les propositions qui intègrent une perspective de genre dans toutes leurs activités seront considérées comme étant de meilleure qualité.

Si le projet est de très petite envergure et limité à un seul type d'activité, comme par exemple des événements culturels, la réflexion sur la perspective de genre peut être adaptée à la portée de votre projet.

Les projets impliquant des enfants doivent veiller à ce que les droits des enfants, y compris leur droit d'être entendus et de participer⁽⁶⁾, soient respectés. Les activités de ces projets doivent veiller à ce que les actions soient adaptées aux besoins spécifiques des enfants en fonction de leur âge et de leur sexe. Comme bonne pratique, les organisations qui travaillent déjà avec des enfants pourraient les consulter sur la proposition de projet et inclure des réflexions/références à ce processus dans les candidatures. Les voix des enfants peuvent également être prises en compte, sur la base d'une participation directe et de consultations, de rapports et de documents disponibles faisant état des opinions et des besoins des enfants.

Impact attendu

- Accroître et encourager la compréhension mutuelle et l'amitié entre les citoyens au niveau local
- Soutien aux citoyens des communautés locales pour qu'ils fassent l'expérience et reconnaissent la valeur ajoutée que l'UE apporte par le biais d'une approche de proximité.
- Renforcer le sentiment accru d'appartenance à l'UE
- Un engagement accru des citoyens, y compris des enfants, dans la vie démocratique
- Encouragement d'un lien durable entre les municipalités et les citoyens
- Une coopération transfrontalière accrue autour de questions pratiques similaires de participation démocratique entre les municipalités et entre les citoyens, allant au-delà des échanges culturels.
- Sensibilisation accrue au rôle des autorités nationales, régionales et locales dans l'application des droits fondamentaux, y compris les droits de l'enfant.
- Sensibilisation accrue aux politiques efficaces de prévention et de soutien de la violence domestique et de la violence à l'encontre des enfants⁷ au niveau local
- Une inclusion active des groupes défavorisés et des communautés marginalisées
- Participation accrue des citoyens, y compris des enfants, à des activités inclusives, significatives et adaptées à leur âge, et contact accru des citoyens avec le riche patrimoine culturel de l'Europe.

⁶ Article 24 - Les droits de l'enfant| Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Le Nations unies comité des droits de l'enfant des- Observation générale 2009

⁷ À la lumière de la [recommandation de sur le développement et le renforcement des intégrés protection de l'enfance](#) la Commission [systèmes de dans l'intérêt supérieur de l'enfant](#), voir : [Protéger les enfants de la violence](#).

3. Budget disponible

Le budget disponible pour l'appel est estimé à **5 000 000 EUR**.

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles ou de les attribuer, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.


4. Calendrier et échéances

Calendrier et échéances (indicatif)	
Ouverture de l'appel :	9 avril 2025
Date limite de soumission :	<u>17/09/2025 - 17:00:00 CET (Bruxelles)</u>
Évaluation :	Septembre 2025-février 2026
Informations sur les résultats de l'évaluation :	Mars 2026
Signature de l'AG :	Juin 2026

5. Recevabilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (voir calendrier, section 4).

Les propositions doivent être soumises **par voie électronique** via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders (accessible via la page Topic dans la section [Search Funding & Tenders](#) dans la section [Calls for proposals](#)) Les soumissions sur papier ne sont PAS possibles.

Les propositions (y compris les annexes et les documents complémentaires) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans le* système de soumission  PAS les documents disponibles sur page du thème - ils sont uniquement fournis à titre d'information).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature, partie A - contient des informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget résumé du projet (*à remplir directement en ligne*).
- Partie B du formulaire de demande - contient la description technique du projet (*à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, puis à assembler et à télécharger à nouveau*).
- L'**outil KPI** contient des données supplémentaires concernant la contribution du projet aux indicateurs de performance clés du programme de l'UE (*à remplir directement en ligne, toutes les sections doivent être complétées*).
- **les annexes obligatoires et les documents justificatifs** (modèles à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, à assembler et à télécharger à nouveau) :
- le calculateur de montant forfaitaire (modèle à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, à assembler et à retélécharger)


- la liste des projets antérieurs (projets clés des 4 dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*). Ne s'applique pas aux organisations nouvellement créées.
- une lettre de soutien signée par la municipalité (applicable aux demandeurs et aux partenaires de la catégorie "Organisation à but non lucratif représentant les autorités locales"). Le document doit être fourni au plus tard lors de la phase GAP.
- pour tous les participants mettant en œuvre des activités impliquant des enfants (de moins de 18 ans), une politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance Children Safe Keeping](#) (pour les organismes privés : copie de leur politique ; pour les organismes publics : déclaration de politique de protection de l'enfance).

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous avez le **mandat d'agir** au nom de tous les demandeurs. En outre, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (en particulier l'éligibilité, la capacité financière et opérationnelle, l'exclusion, etc.) Avant de signer la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra à nouveau confirmer ces informations en signant une déclaration sur l'honneur (DoH). Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre demande doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées un maximum de **40 pages** (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que d'autres documents vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*)

-  Pour plus d'informations sur le processus de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

6. Éligibilité

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les demandeurs (bénéficiaires) doivent

- être des personnes morales (organismes publics ou privés)
- être établi dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire
 - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
 - les pays non-membres de l'UE :
 - les pays associés au programme CERV ou les pays qui sont en cours de négociation pour un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste pays participants](#))⁸.

Autres conditions d'éligibilité :

- Le demandeur principal et son/ses partenaire(s) associé(s) doivent être un organisme public ou une organisation à but non lucratif dotée d'une personnalité juridique et officiellement établi dans l'un des pays éligibles.

⁸ Veuillez consulter régulièrement cette liste afin d'obtenir les dernières informations sur les pays en cours d'association.

- Il doit s'agir de villes/municipalités et/ou d'autres niveaux d'autorités locales ou de leurs comités de jumelage ou d'autres organisations à but non lucratif représentant les autorités locales.
- Le projet doit être transnational et impliquer des municipalités d'au moins deux pays éligibles, dont au moins un État membre de l'UE.
- Les activités doivent se dérouler dans l'un des pays éligibles participant au projet.
- Les événements doivent impliquer un minimum de 50 participants directs, dont un minimum de 25 participants sont des "participants internationaux / invités"⁹.

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) - avant de soumettre la proposition - et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine.

D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles du consortium, tels que les partenaires associés, les sous-traitants, les tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

Cas particuliers

Personnes physiques - Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque la société n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

Organisations internationales - Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne leur sont pas applicables.

Entités sans personnalité juridique - Les entités qui n'ont pas la personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques en leur nom et offrent des garanties de protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales¹⁰.

Organismes de l'UE - Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

Points de contact du programme - Sont éligibles en tant que coordinateur ou bénéficiaire dans le cadre de cet appel, s'ils disposent de procédures permettant de séparer les fonctions de gestion de projet et de fourniture d'informations et s'ils sont en mesure de démontrer la séparation des coûts (c'est-à-dire que les subventions de leur projet ne couvrent pas les coûts qui sont couverts par leur autre subvention). Pour ce faire, les conditions suivantes doivent être remplies :

- l'utilisation d'une comptabilité analytique qui permet une gestion analytique avec des clés de répartition des coûts et des codes de comptabilité analytique ET l'application de ces clés et codes pour identifier et séparer les coûts (c'est-à-dire pour les affecter à l'une ou l'autre des deux subventions).
- l'enregistrement de tous les coûts réels encourus pour les activités couvertes par les deux subventions (y compris les coûts indirects)

⁹ Les "participants internationaux invités" sont des participants de partenaires associés qui se rendent d'un pays à un autre pays accueillant un événement de jumelage de villes.

¹⁰ Voir l'article 200(2)(c) du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

- la répartition des coûts de manière à obtenir un résultat équitable, objectif et réaliste.

Associations et groupements d'intérêt - Les entités composées de membres peuvent participer en tant que "bénéficiaires uniques" ou "bénéficiaires sans personnalité juridique"¹¹. ⚠️ Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, sinon leurs coûts ne seront PAS éligibles).

Pays négociant actuellement des accords d'association - Les bénéficiaires des pays dont les négociations pour la participation au programme sont en cours (*voir la liste des pays participants ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention et si l'association couvre l'appel (c'est-à-dire qu'elle est rétroactive et couvre à la fois la partie du programme et l'année où l'appel a été lancé).

Mesures restrictives de l'UE - Des règles spéciales s'appliquent à certaines entités (*par exemple, les entités soumises à des [mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)⁽¹²⁾*). Ces entités ne sont pas autorisées à participer à quelque titre que ce soit, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

Mesures de conditionnalité de l'UE - Des règles spéciales s'appliquent aux entités soumises à des mesures adoptées sur la base du règlement de l'UE 2020/2092¹³. Ces entités ne peuvent participer à aucun rôle financé (bénéficiaires, entités affiliées, sous-traitants, bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers, etc.) Actuellement, ces mesures sont en place pour les fiducies d'intérêt public hongroises établies en vertu de la loi hongroise IX de 2021 ou toute entité qu'elles maintiennent (*voir la [décision d'exécution \(UE\) 2022/2506 du Conseil](#), en date du 16 décembre 2022*).



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la nomination de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#)

Composition du consortium

Seules les demandes émanant d'un seul demandeur sont autorisées (bénéficiaires uniques).

Les propositions doivent impliquer des municipalités d'au moins deux pays éligibles, dont au moins un État membre de l'UE.

Activités éligibles

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus et soumises par des villes/municipalités ou leurs comités ou réseaux de jumelage, d'autres niveaux d'autorités locales/régionales, des fédérations/associations d'autorités locales, des organisations à but non lucratif représentant des autorités locales.

Les événements de jumelage de villes doivent impliquer un minimum de 50 participants directs, dont un minimum de 25 participants sont des "participants internationaux / invités". Les "participants internationaux invités" sont des délégations de partenaires associés qui se rendent d'un pays à un autre pays accueillant un événement de jumelage de villes.

Les événements en ligne ne sont pas éligibles.

¹¹ Pour les définitions, voir l'article 190, paragraphe 2, et l'article 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier [2024/2509](#) de l'UE.

⁽¹²⁾ Veuillez noter que le Journal officiel de l'UE contient la liste officielle et qu'en cas de conflit, son contenu prévaut sur celui de la [carte des sanctions de l'UE](#).

¹³ Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union (JO L 325 du 20.12.2022, p. 94).

Les projets devront démontrer une valeur ajoutée particulière dans la description des activités (par exemple, innovation, meilleures pratiques).

Les demandes répétées d'une année sur l'autre présentées par le même demandeur doivent démontrer dans la demande la valeur ajoutée de la nouvelle action ou de la poursuite de l'action.

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et aux priorités politiques de l'UE (*environnement, politique sociale, sécurité, politique industrielle et commerciale, etc.*)

Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (*voir ci-dessus*).

La durée

Les projets doivent normalement avoir une durée de 6 à 12 mois.

Des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un amendement.

Budget du projet (montant maximal de la subvention)

Les budgets des projets devraient se situer entre 8 455 et 50 745 euros par projet.

Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent être conformes :

- Aux normes éthiques les plus élevées
- Aux valeurs de l'UE basées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et sur l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, et
- Aux autres lois européennes, internationales et nationales applicables (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent s'efforcer promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination conformément à [la boîte à outils pour l'intégration de l'égalité des sexes](#). Les activités du projet doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes et des hommes dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Elles doivent également viser à réduire les niveaux de discrimination subis par des groupes particuliers (ainsi que par ceux qui risquent de faire l'objet de discriminations multiples) et à améliorer les résultats en matière d'égalité pour les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations de genre et de non-discrimination dans les propositions et viser une représentation équilibrée des sexes dans les équipes et les activités du projet. Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), par handicap ou par âge, dans la mesure du possible.

Les candidats doivent démontrer dans leur dossier de candidature qu'ils respectent les principes éthiques et les valeurs de l'UE fondés sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Les participants à des activités impliquant des enfants doivent en outre disposer d'une politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Cette politique doit être disponible en ligne et transparente pour toute personne en contact avec l'organisation. Elle doit comprendre des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et inclure des vérifications des antécédents (vetting). Elle doit également prévoir des procédures et des règles claires à l'intention du personnel, y compris des règles de signalement, et une formation continue.

Les candidats représentant des entités publiques et prévoyant des activités impliquant des enfants de moins de 18 ans doivent fournir une [déclaration sur l'honneur](#) concernant le respect des exigences en matière de protection de l'enfance lors de la phase du BPA (voir également la section 5).

7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien projets et apporter leur projet. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

Le contrôle de la capacité financière sera effectué sur la base des documents que vous devrez télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'entreprise, rapport d'audit produit par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice financier clôturé, etc.*) L'analyse sera basée sur des indicateurs financiers neutres, mais prendra également en compte d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard du financement de l'UE, le déficit et les recettes des années précédentes.

Le contrôle sera normalement effectué pour tous les coordinateurs, à l'exception de ceux qui suivent :

- Les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales.
- Si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR.

Si nécessaire, il peut également être effectué pour les entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- plus d'informations.
- un régime de responsabilité financière renforcée, c'est-à-dire une responsabilité conjointe et solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*).
- un préfinancement versé en plusieurs fois.
- (une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*).

ou

- ne pas proposer de préfinancement.
- demander son remplacement ou, le cas échéant, rejeter l'ensemble de la proposition.



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la nomination de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#)

Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications** et des **ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec le critère d'attribution "Qualité", sur la base des compétences et de l'expérience des demandeurs et de leurs équipes de projet, y compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, exceptionnellement, les mesures proposées pour les obtenir au moment où la mise en œuvre de la tâche commence.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les demandeurs sont considérés comme ayant une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité en fournissant les informations suivantes :

- Les profils généraux (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet.
- La description des participants au consortium.
- La liste des projets antérieurs (projets clés des quatre dernières années ; *modèle disponible dans la partie B*).

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle de tout demandeur.

Les organismes publics, les organisations des États membres et les organisations internationales sont exemptés du contrôle de la capacité opérationnelle.

Exclusion

Les candidats qui font l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des situations suivantes qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE ne peuvent PAS participer⁽¹⁴⁾ :

- la faillite, la liquidation, les affaires administrées par les tribunaux, le concordat préventif, la suspension des activités commerciales ou d'autres procédures similaires (y compris les procédures concernant des personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- la violation des obligations en matière de sécurité sociale ou de fiscalité (y compris si elles sont le fait de personnes ayant une responsabilité illimitée à l'égard des dettes du demandeur)
- S'être rendu coupable d'une faute professionnelle grave (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)

¹⁴ Voir les articles 138 et 143 du règlement financier [2024/2509](#) de l'UE.

¹⁵ La "faute professionnelle" comprend notamment les éléments suivants : la violation des normes éthiques de la profession ; un comportement fautif ayant un impact sur la crédibilité professionnelle ; la violation des normes éthiques professionnelles généralement acceptées ; les fausses déclarations/la présentation erronée d'informations ; la participation à un cartel ou à un autre accord faussant la concurrence ; la violation des droits de propriété intellectuelle ; la tentative d'influencer les processus décisionnels en tirant parti, par de fausses déclarations, d'un conflit d'intérêts, ou d'obtenir des informations confidentielles des autorités publiques pour en tirer un avantage ; l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence ou des activités similaires contraires aux valeurs de l'UE, lorsqu'elles affectent négativement ou risquent d'affecter l'exécution d'un engagement juridique.

- Avoir commis des actes de fraude, de corruption, de liens avec une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, de crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), de travail des enfants ou de traite des êtres humains (y compris si ces actes sont commis par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont indispensables à l'octroi/à la mise en oeuvre de la subvention).
- Avoir fait preuve de manquements importants dans le respect des principales obligations découlant d'un marché public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expert ou d'un contrat similaire (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'attribution/à la mise en oeuvre de la subvention).
- Être coupable d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2988/95 (y compris si elles sont le fait de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en oeuvre de la subvention)
- Avoir été créé sous une juridiction différente dans l'intention de contourner les obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou créé une autre entité dans ce but (y compris si cela est fait par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'attribution/la mise en oeuvre de la subvention).
- S'être opposé intentionnellement et sans justification valable¹⁶ à une enquête, un contrôle ou un audit effectué par un ordonnateur de l'UE (ou son représentant ou auditeur), l'OLAF, l'OEPP ou la Cour des comptes européenne

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère que¹⁷ :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont fait de fausses déclarations concernant les informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont été précédemment impliqués dans la préparation de l'appel, ce qui entraîne une distorsion de la concurrence à laquelle il ne peut être remédié autrement (conflit d'intérêts).

8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une étape + évaluation en une étape).

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les demandes. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, voir sections 5 et 6). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (voir sections 7 et 9), puis classées en fonction de leur score.

Pour les propositions ayant le même score, un **ordre de priorité** sera déterminé selon l'approche suivante :

¹⁶ "Résister à une enquête, à un contrôle ou à un audit" : mener des actions ayant pour but ou pour effet d'empêcher, d'entraver ou de retarder la conduite de toute activité nécessaire à la réalisation de l'enquête, du contrôle ou de l'audit, telles que le refus d'accorder l'accès nécessaire à ses locaux ou à toute autre zone utilisée à des fins professionnelles, la dissimulation ou le refus de divulguer des informations, ou la fourniture de fausses informations.

⁽¹⁷⁾ Voir l'article 143 du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

Successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé et en continuant par ordre décroissant :

- 1) Les propositions *ex aequo* d'un même thème seront classées par ordre de priorité en fonction notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution "Pertinence". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur leurs notes pour le critère "Qualité". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur les notes obtenues pour le critère "Impact".

Toutes les propositions seront informées du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat de l'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées.

Pas d'engagement de financement - L'invitation à préparer une subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des exclusions, etc.*

La préparation de la subvention implique un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet et peut nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle peut également inclure des ajustements à la proposition pour répondre aux recommandations du comité d'évaluation ou à d'autres préoccupations. La conformité sera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez déposer une **plainte** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de résultat de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les délais seront comptés à partir de l'ouverture/accès (*voir également les [conditions générales du portail "Financement et appels d'offres"](#)*). Veuillez également noter que pour les plaintes soumises par voie électronique, il peut y avoir des limitations de caractères.

9. Critères d'attribution

Les critères d'attribution pour cet appel sont les suivants :

- 1. Pertinence** : mesure dans laquelle la proposition correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel ; besoins clairement définis et évaluation solide des besoins ; groupe cible clairement défini, avec prise en compte appropriée de perspective de genre ; contribution au contexte stratégique et législatif de l'UE ; dimension européenne/transnationale ; impact/intérêt pour un certain nombre de pays (UE ou pays tiers éligibles) ; possibilité d'utiliser les résultats dans d'autres pays (possibilité de transfert de bonnes pratiques) ; possibilité de développer la confiance mutuelle/la coopération transfrontalière, en créant des synergies et en évitant les doubles emplois avec des projets financés par d'autres programmes de l'Union ou avec des projets antérieurs (40 points).
- 2. Qualité** : clarté et cohérence du projet ; liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique) ; méthodologie de mise en œuvre du projet avec prise en compte appropriée la dimension de genre (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires, risques et gestion des risques, suivi et évaluation) ; prise en compte des questions éthiques et des mesures/politiques visant à garantir le respect des valeurs de l'UE ; faisabilité du projet dans le cadre du calendrier proposé ; (40 points)
- 3. Impact** : ambition et impact à long terme attendu des résultats sur les groupes cibles/le grand public ; stratégie de diffusion appropriée pour assurer la durabilité

et l'impact à long terme ; possibilité d'un effet multiplicateur positif ; durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE (20 points)

Critères d'attribution	Note minimale requise	Score maximum
Pertinence	25	40
Qualité	s/o	40
Impact	s/o	20
Notes globales minimales requises	70	100

Maximum de points : 100 points.

Seuil individuel pour le critère "Pertinence" : 25/40 points.

Seuil global : 70 points.

Les propositions qui atteignent le seuil individuel pour le critère "pertinence" ET le seuil global seront prises en considération pour un financement - dans les limites du budget disponible (c'est-à-dire jusqu'au plafond budgétaire). Les autres propositions seront rejetées.

10. Montage juridique et financier des conventions de subvention

Si vous réussissez l'évaluation, votre projet sera invité à préparer la subvention, où il vous sera demandé de préparer la convention de subvention avec le responsable de projet de l'UE.

La présente convention de subvention définit le cadre de votre subvention et ses conditions, notamment en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (et tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible sur le [portail Documents de référence](#).

Date de début et durée du projet

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). Normalement, la date de démarrage est fixée après la signature de la subvention et au plus tard dans un délai de 6 mois après la signature de la subvention. Une date de début rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). Une date de démarrage rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : voir section 6

Etapes et résultats attendus

Les activités doivent être regroupées en lots de travail, qui sont des sous-divisions majeures du projet (par exemple, « Gestion et Coordination », « Communication et

Diffusion », etc.) Pour les jumelages de villes, les activités du projet doivent être organisées sous la forme d'un seul lot de travail (WP).

Les coûts de coordination et de gestion de ce WP1 ne devraient pas dépasser 10 % du coût total de la proposition.

Pour ce lot de travail, un objectif et des listes de tâches/activités, d'étapes et de résultats attendus doivent être définis. Les résultats attendus et les étapes doivent être quantifiables et mesurables. Leur structure doit être logique et guidée par des résultats identifiables assortis d'indicateurs clairs.

Les étapes (non applicables à l'appel de jumelage) et les résultats attendus pour chaque projet seront gérés par le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Ce lot de travail doit correspondre à un ou plusieurs événements dans le formulaire de demande. Utilisez un seul lot de travail pour la durée totale de l'action et un seul produit livrable par événement.

Au total, vous aurez un lot de travail et deux ou plusieurs produits à livrer en fonction du nombre d'événements. Les produits livrables doivent être soumis après la fin de chaque événement.

1 lot de travail = 1 ou plusieurs événement(s) = une ou plusieurs activités

Les livrables du lot de travail doivent inclure la fiche descriptive de l'événement par événement (document obligatoire). Les fiches descriptives des événements doivent être publiées sur la page web de la municipalité/du coordinateur des projets sélectionnés et peuvent également inclure les ordres du jour ou les procès-verbaux des réunions, les rapports d'évaluation et/ou de contrôle de la qualité, un ensemble d'indicateurs pour l'évaluation des activités et de leur impact, les rapports de conception/planification, les brochures, les recommandations et d'autres documents stratégiques qui contiennent les conclusions des activités. Pour chaque événement, une liste de présence signée et datée doit être disponible, ainsi que les justificatifs de voyage et de séjour de tous les participants internationaux, et conservée par le coordinateur du projet en vue d'éventuels contrôles et audits par les services de l'UE, comme indiqué à l'article 25 de la convention de subvention.

Un événement est une ou une série d'activités, pas nécessairement réalisées le même jour, visant à rassembler des personnes impliquant une participation directe et vérifiable du ou des groupes cibles pour discuter d'un thème défini à l'avance. Un événement vise à atteindre un résultat déterminé tel que défini dans le lot de travail de référence. Pour être éligible à un financement, le nombre total de participants directs à l'événement doit être conforme aux exigences minimales de participants/pays fixées dans la décision relative à la somme forfaitaire.

Le double financement n'est pas autorisé. Par conséquent, les participants directs ne peuvent être comptabilisés qu'une seule fois pour l'ensemble de l'événement dans le cadre du même programme de travail, même s'ils participent à plusieurs activités/projets.

Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximum de la subvention, taux de financement, coûts totaux éligibles, etc.*) sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, points 3 et 5*).

Budget du projet (montant maximal de la subvention) : voir section 6 ci-dessus.

La subvention sera forfaitaire. Cela signifie qu'elle remboursera un montant fixe, basé sur une somme forfaitaire ou un financement non lié aux coûts. Le montant sera fixé par l'autorité chargée de l'octroi sur la base des montants variables qu'elle a préfixés et des estimations indiquées par les bénéficiaires dans le budget de leur projet.

Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

Catégories budgétaires pour cet appel :

- Contributions forfaitaires¹⁸

Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :

- le montant de la somme forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie exposée dans la décision relative à la somme forfaitaire et à l'aide du tableau/calculateur budgétaire détaillé fourni
- le calcul de la somme forfaitaire doit respecter les conditions suivantes : nombre de participants internationaux / invités (nombre de participants de partenaires associés voyageant d'un pays à un autre pays accueillant un événement de jumelage de villes).


Modalités de déclaration et de paiement

Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et articles 21 et 22*).

Après la signature de la subvention, vous ne recevrez aucun préfinancement.

Paiement du solde : À la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au profit du coordinateur.

 Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité de subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).

Veuillez également noter qu'il vous incombe de tenir un registre de tous les travaux effectués.

Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera fixé lors de la préparation de la subvention et normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays non-membre de l'UE et que vous souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cette garantie peut être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

¹⁸ [Décision](#) du 26 mars 2021 autorisant l'utilisation de montants forfaitaires pour des actions relevant du programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" (2021-2027).

Les garanties de préfinancement sont normalement demandées au coordinateur, pour le consortium. Elles doivent être fournies pendant la préparation de la subvention, en temps utile pour effectuer le préfinancement (copie scannée via le portail ET original par courrier).

En accord avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par la garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions fixées dans la convention de subvention (article 23).

Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, différents certificats peuvent vous être demandés. Les types, calendriers et seuils de chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

Régime de responsabilité pour les recouvrements

Le régime de responsabilité pour les recouvrements sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des éléments suivants :

- La responsabilité conjointe et solidaire limitée avec des plafonds individuels - *chaque bénéficiaire jusqu'à leur montant maximal de subvention*
 - La responsabilité solidaire inconditionnelle - *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action*
- ou
- La responsabilité financière individuelle - *chaque bénéficiaire n'est responsable que de ses propres dettes.*

En outre, l'autorité d'octroi peut exiger la responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- Les droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (article 17 et annexe 5) :*

- Des activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

Autres spécificités

s/o

Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA - Convention de subvention annotée](#).

11. Comment soumettre une demande

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders. Les demandes sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission **se fait en deux étapes** :

a) Créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation

Pour utiliser le système de soumission (la seule façon de poser sa candidature), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous avez un compte EULogin, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification du participant (PIC) à 9 chiffres.

b) Soumettre la proposition

Accédez au système de soumission électronique via la page "Topic" dans la section "[Search Funding & Tenders](#)" (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A comprend des informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés¹⁹) et le budget résumé de la proposition. A remplir directement en ligne
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le sous forme de fichier PDF.
- Partie C contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne.
- **Outil KPI** contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne, toutes les sections doivent être complétées
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un seul ou plusieurs en fonction des créneaux). Le téléchargement de fichiers Excel est parfois possible, en fonction du type de fichier.

La proposition doit respecter le **nombre limite de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à une défaillance du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une plainte via le [formulaire web de l'IT Helpdesk](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si, des captures d'écran pour montrer ce qui s'est passé).

¹⁹ Voir la section 13 pour plus d'informations sur les rôles du consortium et les rôles du coordinateur, des entités affiliées et des partenaires associés.

Les détails des processus et des procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers des FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les propositions

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser des outils d'intelligence artificielle (IA) pour la préparation de la proposition, il est impératif de faire preuve de prudence et d'un examen minutieux. Le contenu généré par l'IA doit être soigneusement examiné et validé par les candidats afin de s'assurer de sa pertinence et de son exactitude, ainsi que de sa conformité aux réglementations en matière de propriété intellectuelle. Les candidats sont entièrement responsables du contenu de la proposition (même des parties produites par l'outil d'IA) et doivent faire preuve de transparence en indiquant quels outils d'IA ont été utilisés et comment ils l'ont été.

Plus précisément, les candidats doivent

- Vérifier l'exactitude, la validité et l'adéquation du contenu et des citations générées par l'outil d'IA et corriger toute erreur ou incohérence.
- Fournir une liste des sources utilisées pour générer le contenu et les citations, y compris celles générées par l'outil d'IA. Vérifiez deux fois les citations pour vous assurer qu'elles sont exactes et correctement référencées.
- Être conscients du risque de plagiat lorsque l'outil d'IA peut avoir reproduit un texte substantiel provenant d'autres sources. Vérifiez les sources originales pour vous assurer que vous ne plagiez pas le travail de quelqu'un d'autre.
- Reconnaître les limites de l'outil d'IA dans la préparation de la proposition, y compris le risque de biais, d'erreurs et de lacunes dans les connaissances.

12. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses à vos** questions dans cette documentation et dans les autres documents (nous disposons de ressources limitées pour traiter les demandes directes) :

- [Manuel en ligne](#)
- Questions et réponses sur le thème sur la page du thème (pour les questions spécifiques à l'appel dans les appels ouverts ; non applicable pour les actions sur invitation)
- [FAQ du portail](#) (pour les questions générales).

Veuillez également consulter régulièrement les pages "Appel" et "Thème", car nous les utiliserons pour publier les mises à jour de l'appel. (Pour les invitations, nous vous contacterons directement en cas de mise à jour de l'appel), y compris une invitation à la session d'information pour les candidats (le cas échéant) après l'ouverture de l'appel.

Contact

Pour toute question individuelle sur le système de soumission par portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'adresse électronique suivante : EACEA-CERV@ec.europa.eu.

Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet sur lequel porte votre question. (voir page de couverture).

13. Important



IMPORTANT

- **N'attendez pas le dernier moment** - Remplissez votre demande suffisamment à l'avance pour éviter tout **problème technique** de dernière minute. Les problèmes dus à des soumissions de dernière minute (*par exemple, encombrement, etc.*) sont entièrement à votre charge. Les délais des appels ne peuvent PAS être prolongés.
- **Consultez** régulièrement les pages Appel et Thème du portail. Nous les utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du sujet).
- **Système d'échange électronique du portail Funding & Tenders** - En soumettant la demande, tous les participants **acceptent** d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Enregistrement** - Avant de soumettre la demande, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être enregistrés dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de demande.
- **Rôles du consortium** Lors de la mise en place de votre consortium, pensez aux organisations qui pourraient vous aider à atteindre vos objectifs et à résoudre des problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature. Les **partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE).

Coordinateur - Dans les subventions multi-bénéficiaires, les bénéficiaires participent en tant que consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur qui s'occupera de la gestion et de la coordination du projet, et représentera le consortium auprès de l'autorité chargée de l'octroi de la subvention. Dans les subventions mono-bénéficiaire, le bénéficiaire unique sera automatiquement coordinateur.

- **Entités affiliées** - Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes des bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et devront donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne sont pas prises en compte dans les critères minimaux d'éligibilité pour la composition du consortium (s'il y en a). Si des entités affiliées participent à votre projet, n'oubliez pas de fournir des documents démontrant leur lien d'affiliation avec votre organisation dans le cadre de votre candidature.
- **Partenaires associés** - Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais qui n'ont pas le droit d'obtenir une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.
- **Accord de consortium** - Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes qui vous permettent de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer les fonds de la subvention conformément aux principes et paramètres internes à votre consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer les fonds de sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet donc d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litiges.

- **Budget équilibré du projet** - Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré du projet et des autres ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de tiers, etc.*) Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (y compris s'ils sont excessifs).
- **Projets achevés/en cours** - Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne peut être remboursé pour des activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/de soumission de la proposition).
- **Règle de non-profit** - Les subventions ne peuvent PAS donner lieu à profit (c'est-à-dire à un excédent des recettes+ subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Pas de cumul de financement / pas de double financement** - Il est strictement interdit de cumuler des financements provenant du budget de l'UE (sauf dans le cadre des "actions de synergie de l'UE"). En dehors de ces actions Synergies, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés au titre de deux subventions de l'UE. Si vous souhaitez néanmoins bénéficier de différentes possibilités de financement de l'UE, les projets doivent être conçus comme des actions différentes, clairement délimitées et séparées pour chaque subvention (sans chevauchement).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** - La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et si vous vous assurez que les éléments de coût sont clairement séparés dans votre comptabilité et qu'ils ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA - Annotated Model Grant Agreement, art 6.2.E.](#)*).
- **Propositions multiples** - Les candidats peuvent soumettre plus d'une proposition pour des projets différents dans le cadre du même appel (et se voir attribuer un financement pour ces projets).

Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.

MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule candidature sera acceptée et évaluée ; les candidats seront invités à retirer l'une d'entre elles (ou elle sera rejetée).

- **Nouvelle soumission** - Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** - En soumettant leur candidature, tous les demandeurs acceptent les conditions de l'appel énoncées dans le présent document (et dans les documents il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront **rejetées**. Ceci s'applique également aux candidats : Tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** - Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par le biais d'un appel ou d'une mise à jour du sujet. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.
- **Langue** - Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit cependant toujours être en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous conseillons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la demande. Si vous avez besoin de la documentation de l'appel dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les informations de contact, *voir la section 12*).

- **Transparence** - Conformément à l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), des informations sur les subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Il s'agit notamment :

- Des noms des bénéficiaires
- Des adresses des bénéficiaires
- De l'objet pour lequel la subvention a été accordée
- Du montant maximal accordé

La publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée), s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ou nuise à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données** - La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, le cas échéant, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans la [déclaration de confidentialité du portail Financement et appels d'offres](#).